

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	64	16

N° de la séance : 11

Objet de la délibération : Direction
Développement de la Technopole Sophia
Antipolis - Association Eurobiomed -
Adhésion et Désignation d'un
représentant

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.082

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

L'Association dénommée Pôle de compétitivité EUROBIOMED, créée en novembre 2005 et régie par la loi du 1er juillet 1901, fédère à l'échelle des Régions Sud-PACA et Occitanie l'écosystème Healthtech (Médicament, Diagnostic, Dispositif médical, E-santé/Numérique), en tant que 1^{er} réseau de diagnostic en Europe et 1^{er} Cluster positionné en immunothérapie et diagnostic.

Elle participe depuis de nombreuses années, aux côtés d'autres pôles de Compétitivité, au développement et au rayonnement et attractivité de Sophia Antipolis à travers des actions spécifiques :

- Animations thématiques, ateliers, networking et conférences,
- Accompagnement personnalisé des entreprises sur les filières et leur croissance à tous les stades de développement,
- Projets collaboratifs R&D de type PSPC qui associent des entreprises du territoire et des laboratoires de recherche pour des projets structurants,
- Organisation de présences collectives sur salons professionnels nationaux et internationaux,
- Rapprochement des entreprises et donneurs d'ordre, clients-fournisseurs,
- Travail prospectif sur les innovations de rupture ou secteurs à forte croissance.

Les principaux objectifs de cette structure s'alignent sur la stratégie de développement économique et d'attractivité territoriale de Sophia Antipolis, qui sont les suivants :

- Favoriser l'essor de nouvelles entreprises innovantes et des filières stratégiques sur le territoire de Sophia Antipolis selon les modalités propres de chaque Pôle
- Participer à l'animation de l'écosystème de Sophia Antipolis à travers des événements réguliers
- Contribuer à la démarche de marketing territorial de la technopole
- Participer au développement de projets structurants de la CASA

La CASA, qui soutient l'Association EUROBIOMED par le biais d'une subvention conformément à la délibération n°BC.2021.049 du 19 avril 2021, fait partie du collège 4 des Financeurs de ladite Association, conformément à l'article 6.1 des statuts joints en annexe.

De ce fait, il est nécessaire de désigner un représentant de la CASA au sein de l'Association Eurobiomed.

Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI se porte candidat.

Conformément à la Loi du 13 août 2004 (art. 142, I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, je vous propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Aussi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'adhésion de la CASA à l'association Eurobiomed ;
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI comme représentant de la CASA à l'Association Eurobiomed ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette désignation.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'adhésion de la CASA à l'association Eurobiomed ;
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI comme représentant de la CASA à l'Association Eurobiomed ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à cette désignation.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

« Association Eurobiomed »

Statuts

Mis à jour par l'assemblée générale du 15 mai 2019

PREAMBULE

Ancrer la France parmi les leaders mondiaux de l'innovation en santé, être acteur de nouvelles solutions de rupture pour améliorer la prévention, la prédiction, le diagnostic ou la thérapie des maladies ou handicaps, accompagner la croissance des entreprises innovantes, telles sont les ambitions du pôle de compétitivité porté par l'association Eurobiomed.

Au plus près de ses membres, l'association Eurobiomed s'appuie toujours plus sur la richesse de son territoire en termes de recherche publique et privée, ainsi que sur la diversité des technologies et marchés visés qui sont les véritables garanties de créer des partenariats de R&D fructueux et de développer des innovations de rupture.

Depuis sa création en 2005, l'innovation technologique est au cœur de l'activité de l'association Eurobiomed et s'est largement développée sur la base de travaux de recherche réalisés dans les entreprises, les universités ou instituts de recherche.

En fédérant des écosystèmes de recherche et d'innovation publics et privés, l'association Eurobiomed est ainsi un élément moteur de la compétitivité et de l'innovation.

Résolument orienté au service de la croissance des TPE et PME, l'association Eurobiomed agit au quotidien au service des entreprises qu'elle fédère et représente pour accélérer la mise sur le marché de nouveaux produits ou services, et favoriser le développement d'un écosystème performant.

L'animation de son réseau, dense en laboratoires de recherche, en TPE et PME, de très haute qualité scientifique et entrepreneuriale, offre des opportunités de croissance à la filière, au travers du développement de projets partenariaux pouvant également impliquer d'autres structures nationales, européennes et internationales.

ARTICLE 1 – Dénomination et forme

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par les principes généraux de droit applicable aux contrats, par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ainsi que les présents statuts. L'association prend pour dénomination :

« Association Eurobiomed »

ARTICLE 2 – Objet

L'association a pour objet :

- d'animer, promouvoir et contribuer au développement et à la croissance des filières du secteur de la Santé notamment dans les régions Occitanie et Provence Alpes Côte d'Azur ;
- de fédérer et représenter les différents acteurs du secteur de la santé tels que des entreprises, petites et grandes, des laboratoires de recherche, des hôpitaux et établissements de soins, des établissements de formations en vue de contribuer, à l'essor économique et de créer des emplois pérennes sur le territoire géographique concerné ;
- de favoriser l'émergence de produits ou services innovants, issus de partenariats entre les différents acteurs de la filière santé.

Et d'une manière générale, toutes actions ou activités complémentaires ou connexes au présent objet.

ARTICLE 3 – Moyens

Afin de réaliser son objet, l'association propose de recourir notamment aux moyens d'action suivants :

- Soutenir et accompagner le développement des entreprises de la filière santé au travers d'actions individuelles et collectives visant à accroître leur performance sur les marchés nationaux et internationaux, à accélérer la mise sur le marché de produits ou services, à renforcer leur visibilité, à accéder à des financements publics et privés ;
- Promouvoir des thèmes de recherche et développement ayant une finalité de développement économique, notamment par l'innovation et l'amélioration des technologies propres aux métiers de la santé, en fonction de l'intérêt vis à vis des marchés nationaux et internationaux ;
- Développer un réseau de compétences diversifiées dans les domaines concernés rassemblant des entreprises, des établissements de recherche et de formation, des associations, ainsi que des organismes publics ou privés ;
- Favoriser la connaissance mutuelle et développer des synergies d'entreprises ou d'institutions ou de services ;
- Développer le partage des connaissances techniques et technologiques, ainsi que la mutualisation des moyens, nécessaires pour conduire et maîtriser les projets ;
- Porter des projets structurants au service des acteurs de la filière ;
- Favoriser le développement de la formation dans les régions. Identifier les besoins de formations nouvelles et aider à leur mise en œuvre ;
- Collecter, stocker, exploiter et diffuser les informations dans son domaine de compétences ;
- Mettre à la disposition de ses membres ses capacités d'analyses et d'expertises par la réalisation de prestations de service notamment ;
- Développer son plan d'action en parfaite synergie avec ses partenaires aux plans local, régional, national et international dans le sens de la valorisation du potentiel commun ;
- Organiser des événements publics ;
- Développer des collaborations et la participation à tous projets, organismes, associations, ou sociétés ayant une relation avec son objet principal.

ARTICLE 4 – Siège Social

Le siège de l'Association est fixé de manière alternative, par période de trois (3) ans décomptée par année civile, sur le territoire des régions Provence Alpes Côte d'Azur et Occitanie.

Le premier siège social est fixé à Marseille (Région Provence Alpes Côte d'Azur). Par exception la première période expirera au 31 décembre 2022.

Le changement du lieu du siège social à l'expiration de chaque période triennale est constaté par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire dans le respect du principe défini au premier alinéa.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 6 – Membres

6.1 Catégorie et définition

L'association ne peut avoir pour membres que les personnes physiques ou morales correspondant à une des catégories suivantes :

Collège 1 : Entreprises des sciences et technologies du vivant ou liées à la filière santé,

Collège 2 :

- Etablissements d'enseignement supérieur de recherche et de formation,
- Centres Hospitaliers Universitaires et autres établissements de soins ou de réhabilitation
- Associations d'usagers ou de patients représentatives
- Personnes physiques ou morales pouvant se prévaloir d'une expérience ou de connaissances dans le secteur d'activité de l'Association.

Collège 3 : Partenaires supports d'accompagnement à l'innovation (incubateurs, clusters, technopôle, pépinière, sociétés de valorisations etc...) et autres partenaires publics ou privés

Collège 4 : Collectivités territoriales financeurs du pôle et autres financeurs publics du pôle

Les membres sont organisés au sein de quatre collèges tels que définis ci-dessus.

6.2 Acquisition de la qualité de membre

Lors d'une première adhésion ou lors d'une nouvelle adhésion (hors renouvellement), ne peuvent être admises en qualité de membres que les personnes ayant :

- Souscrit un bulletin d'adhésion
- Reçu l'agrément du bureau. Ce dernier statue sans possibilité d'appel et ses décisions ne sont pas motivées.

Les personnes désirant devenir membres sont invitées à consulter les statuts préalablement à leur demande d'adhésion.

L'adhésion est valable pour une année civile expirant le 31 décembre de l'année en cours.

Le renouvellement de l'adhésion devra être formalisé par la souscription d'un bulletin d'adhésion. Lors du renouvellement l'agrément du bureau n'est pas requis.

Chaque membre « personne morale » est représenté par son représentant légal en exercice ou par toute autre personne dont l'habilitation à cet effet aura été notifiée au bureau lors de l'adhésion. Le changement éventuel de représentant devra être notifié par écrit au bureau de l'association.

Le règlement intérieur précise les modalités et formes de la demande d'adhésion ainsi que la réponse.

6.3 Cotisation

Les membres appartenant aux collèges 1 à 3 acquittent une cotisation annuelle dont le montant et les modalités sont proposés par le Bureau, validés par le Conseil d'Administration et ratifiés en Assemblée Générale.

6.4 Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd par :

- a) La démission formulée par lettre recommandée adressée au Président de l'Association.
- b) Le décès des personnes physiques
- c) La perte de la qualité de membre requise pour appartenir à l'un des collèges définis à l'article 6.1
- d) La liquidation ou la radiation du registre de commerce pour les structures qui en relèvent ou la disparition pour quelque cause que ce soit de la personnalité morale
- e) La radiation prononcée par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau pour non-paiement de la cotisation
- f) L'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau pour motif grave ; dans ce dernier cas, l'intéressé doit être invité par lettre recommandée à se présenter devant le Bureau pour fournir des explications sur les faits susceptibles de motiver son éventuelle exclusion et plus généralement faire valoir ses moyens de défense. Constitue notamment un motif grave :
 - la divulgation de données confidentielles
 - tout fait ou comportement visant ou ayant pour effet de nuire au bon fonctionnement ou à l'image de l'organisme, de ses salariés ou ses dirigeants.
 - tout fait ou comportement contraire à l'éthique

ARTICLE 7 – Ressources

Les ressources de l'Association comprennent :

- Les recettes propres de l'Association, et ce compris, les cotisations versées par les membres de l'Association et les autres sommes perçues au titre des prestations ou missions qu'elle peut être amenée à fournir,
- Les subventions et aides de l'Etat, des collectivités locales et établissements publics, de l'Europe, voire d'un organisme international, et de toutes autres sources de financement, de subventions, de participations,
- Les autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires, toutes les subventions et autres ressources conformes à la Loi.

Les collectivités territoriales et les établissements publics ou des structures privées peuvent mettre à la disposition de l'Association des locaux, du personnel, des équipements et matériels divers, dont les modalités de mise à disposition et d'utilisation sont fixées par convention.

ARTICLE 8 – Le Conseil d'Administration

8.1. Composition

Le Conseil d'Administration comprend au maximum 48 membres désignés au sein des collèges et selon la répartition suivante :

- Collège 1 : jusqu'à 26 membres
- Collège 2 : jusqu'à 14 membres
- Collège 3 : jusqu'à 2 membres
- Collège 4 : jusqu'à 6 membres, dont 3 membres de la région Provence Alpes Côte d'Azur et 3 membres de la région Occitanie.

Les membres sont désignés par leur collège respectif en Assemblée Générale pour une durée de 3 ans, ils sont rééligibles.

Dans la mesure du possible, cette désignation doit permettre au sein de chaque collège une représentativité équitable des deux régions (Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) et de l'ensemble du territoire de l'association.

Le Conseil d'Administration peut librement et autant que de besoin inviter pour ses réunions des personnalités, membres ou non de l'Assemblée Générale.

Les personnes morales participant au Conseil d'Administration (en tant que membre ou invité) sont représentées par la personne habilitée et désignée sur le bulletin d'adhésion conformément à l'article 6.2.

Situation d'empêchement d'un administrateur

En cas d'empêchement, d'une durée supérieure à un mois, notamment lié à une incapacité temporaire, la maladie ou tout autre cause, et dûment constaté par le Conseil d'Administration, celui-ci pourvoit s'il le désire, provisoirement, au remplacement de ses membres empêchés par cooptation. Il est tenu à ce remplacement si le nombre d'administrateurs non empêchés est inférieur au nombre minimal statutairement prévu.

Si les fonctions exercées par l'administrateur concerné sont celles de Président, de Trésorier ou de Secrétaire, les dispositions applicables en cas d'empêchement sont celles définies à l'article 9.2.

Si l'empêchement devient définitif, les dispositions sur la vacance s'appliquent.

Situation de vacance d'un poste d'administrateur

Les dispositions ci-après s'appliquent en cas de vacance d'un ou plusieurs administrateurs, notamment liée à une démission, une révocation, le décès, la perte de la qualité de membre de l'Association, l'absence non excusée à trois réunions du Conseil d'Administration, et dûment constatée par le Conseil d'Administration.

Dans ce cas, le Conseil d'Administration pourvoit s'il le désire, provisoirement, au remplacement de ses membres par cooptation.

Il est tenu à ce remplacement si le nombre d'administrateurs en fonction est inférieur au nombre minimal statutairement prévu.

Si les fonctions exercées par le ou les administrateurs concernés sont celles de Président, Trésorier ou Secrétaire les dispositions applicables en cas d'empêchement sont celles définies à l'article 9.2.

Leur remplacement définitif intervient lors de la plus proche Assemblée Générale. Les mandats des administrateurs ainsi élus prennent fin à l'époque où doit normalement expirer le mandat des administrateurs remplacés.

Si la ratification par l'Assemblée Générale n'était pas obtenue, les délibérations prises et les actes accomplis n'en seraient pas moins valides.

Les fonctions d'administrateur cessent par le décès, la démission, la perte de la qualité de membre de l'association, l'absence non excusée à trois réunions consécutives du conseil d'administration, la révocation par l'assemblée générale ordinaire, laquelle peut intervenir ad nutum et sur simple incident de séance, et la dissolution de l'association.

Toutes les situations de vacance entraînent la cessation des fonctions d'administrateur.

8.2. Réunion du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, à l'initiative et sur convocation du Président qui fixe son ordre du jour.

Il peut également se réunir à l'initiative de la moitié de ses membres sur convocation du Président ou, à défaut, de l'un de ses membres. Dans ce cas, les membres à l'initiative de la convocation peuvent exiger l'inscription à l'ordre du jour des questions de leur choix.

La convocation peut être faite par tout moyen au moins quinze jours avant la réunion.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents, une réunion peut valablement se tenir à tout moment.

Le Conseil d'Administration délibère valablement sous réserve du respect du double quorum suivant :

- La moitié des administrateurs issus du collège 1 sont présents ou représentés, et

- La moitié plus un de l'ensemble des administrateurs sont présents ou représentés

A défaut de quorum sur première convocation, le Conseil d'Administration est à nouveau convoqué, mais à huit jours d'intervalle et avec le même ordre du jour ; il peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Sont réputés présents, dans les conditions fixées par le règlement intérieur, les administrateurs qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification, et sous réserve que ce mode de réunion ait été proposé par l'auteur de la convocation.

Chaque membre du Conseil d'Administration dispose d'un droit de vote.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de deux procurations par membre du Conseil d'Administration présent.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante

Il est tenu procès-verbal des séances.

Le Directeur Général salarié de l'association participe aux réunions du Conseil d'Administration sans pouvoir prendre part au vote des résolutions. Il peut lui être demandé de quitter la séance, lorsque les questions abordées le concernent personnellement.

8.3. Attributions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions qui ne sont pas réservées à l'Assemblée Générale des membres et, en particulier :

- Il définit la politique générale et détermine les orientations et objectifs de l'association ;
- Il approuve le programme d'actions proposé par le bureau pour atteindre les objectifs ;
- Il prend à bail et acquiert tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association, effectue tous emprunts et accorde toutes garanties et sûretés ;
- Il arrête les comptes et propose le budget, fixe le montant des cotisations pour les soumettre pour ratification à l'Assemblée Générale ;
- Il fixe l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ;
- Il nomme les membres du bureau et met fin à leur fonction conformément aux dispositions de l'article 9 ;
- Il propose le cas échéant à l'Assemblée Générale la nomination des Commissaires aux Comptes ;
- Il approuve le règlement intérieur de l'association que lui propose le bureau ;
- Il décide de l'ouverture ou de la fermeture des établissements secondaires ;
- Il autorise les actes et engagements dépassant le cadre des pouvoirs propres du Président ;
- Il approuve l'embauche et la fin des fonctions du Directeur Général ;

Il peut donner délégation avec faculté de subdélégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.

ARTICLE 9 – Bureau

9.1. Composition du Bureau

Le Bureau est composé de 7 à 9 membres majoritairement issus du Collège 1 dont a minima 3 membres représentants de la région Occitanie et 3 membres représentants de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et comprenant :

- Le Président
- 2 à 4 Vice-Présidents
- Un Trésorier et éventuellement un trésorier adjoint
- Un Secrétaire et éventuellement un Secrétaire adjoint

Les membres sont désignés par et parmi les membres du Conseil d'Administration issus des collèges 1 ou 2 et conformément aux dispositions précisées aux article 9.1.1 à 9.1.4.

9.1.1. Président :

Le Président cumule les qualités de Président du bureau, du Conseil d'Administration et de l'association.

Il est élu par le Conseil d'Administration parmi les membres issus du collège 1.

Le Président est élu pour 3 ans, il est rééligible une fois.

Il assure la gestion quotidienne de l'association, agit pour le compte du bureau, du Conseil d'Administration et de l'association, et notamment :

- Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et vis à vis des tiers et possède tous pouvoirs à l'effet de l'engager ;
- Il a qualité pour représenter l'Association en justice tant en demande qu'en défense. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale consentie par lui-même ou par le Conseil d'Administration, s'il y a lieu ;
- Il peut avec l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, intenter toutes actions en justice pour la défense des intérêts de l'association, consentir toute transaction et former tous recours ;
- Il convoque le bureau, le Conseil d'Administration, fixe leur ordre du jour et préside leur réunion ;
- Il exécute et veille à la bonne exécution des délibérations du Conseil d'Administration et du bureau ;
- Il est habilité à ouvrir et faire fonctionner, dans tous établissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous livrets d'épargne ;
- Il présente le rapport annuel d'activité à l'Assemblée Générale ;
- Il avise le Commissaire aux Comptes des conventions mentionnées à l'article L.612-5 du Code de Commerce, dans le délai d'un mois à compter du jour où il en a connaissance.

Il peut donner délégation avec faculté de subdélégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.

9.1.2. Vice-Présidents :

Les Vice-Présidents sont désignés par le Conseil d'Administration sur proposition du Président. Le nombre de Vice-Présidents ainsi que leurs missions sont définis dans la proposition de nomination présentée par le Président au Conseil d'Administration dans le respect des stipulations du présent article.

Le Président veille à respecter dans la proposition de nomination une représentation équilibrée du territoire.

Les Vice-Présidents sont désignés pour la durée du mandat du Président.

Les Vice-Présidents peuvent représenter l'association sur une zone territoriale ou sur une thématique définie dans la proposition de nomination par le Président. Ils peuvent être chargés d'une mission spécifique, en fonction des besoins de l'organisme et de leurs compétences particulières. A cet effet, le Président leur consent une délégation de pouvoirs détaillée, dont le projet est soumis pour validation au Conseil d'Administration.

9.1.3. Trésorier :

Le Trésorier et son adjoint éventuel sont désignés par le Conseil d'Administration.

Le mandat de Trésorier ou de Trésorier adjoint peut être cumulé avec le mandat de Vice-Président.

Le Trésorier définit avec le Président les budgets annuels, qu'il présente au Conseil d'Administration, établit ou fait établir, sous son contrôle, les comptes annuels de l'association. Il procède ou fait procéder à l'appel annuel des cotisations et établit ou fait établir un rapport financier qu'il présente avec les comptes annuels à l'Assemblée Générale ordinaire.

Il peut, sous le contrôle du président, procéder au paiement des dépenses et à l'encaissement des recettes.

Il gère le fonds de réserve et la trésorerie dans des conditions déterminées par le bureau.

Il peut être assisté dans ses fonctions par un trésorier adjoint.

Le Trésorier délègue, en tant que besoin, et après en avoir informé le Conseil d'Administration, les pouvoirs nécessaires au Directeur Général, lequel peut subdéléguer ses pouvoirs après en avoir informé le Trésorier.

9.1.4. Secrétaire :

Le Secrétaire et son adjoint éventuel sont désignés par le Conseil d'Administration.

Le mandat de Secrétaire ou de Secrétaire adjoint peut être cumulé avec le mandat de Vice-Président.

Le Secrétaire veille au bon fonctionnement matériel, administratif et juridique de l'association. Il établit ou fait établir, sous son contrôle, les procès-verbaux des réunions et délibérations du bureau, du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.

Il assure ou fait assurer sous son contrôle, les formalités prescrites par la loi et les règlements.

Il peut être assisté dans ses fonctions par un Secrétaire adjoint.

9.2. Fonctionnement du Bureau

Le Bureau se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du Président ou à la demande de la moitié de ses membres.

Le Président du Conseil Stratégique des Projets est automatiquement invité aux réunions du Bureau, avec voix consultative mais non délibérative.

Il ne peut valablement statuer que si au moins la majorité de ses membres sont présents ou représentés lors de la réunion, et à condition que les membres aient été convoqués avant la tenue de la réunion.

A défaut de quorum sur première convocation, le bureau est à nouveau convoqué, mais à huit jours d'intervalle et avec le même ordre du jour ; il peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Sont réputés présents, dans les conditions fixées par le règlement intérieur, les membres du bureau qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et sous réserve que ce mode de réunion ait été proposé par l'auteur de la convocation.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de deux procurations par membre du bureau présent.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Les réunions font l'objet d'un procès-verbal.

Le Directeur Général salarié de l'association participe aux réunions du bureau sans pouvoir prendre part au vote des résolutions. Il peut lui être demandé de quitter la séance, lorsque les questions abordées le concernent personnellement.

Le Président peut inviter toute personne extérieure à participer exceptionnellement à une réunion de bureau au regard de l'ordre du jour arrêté.

Empêchement d'un membre du bureau

En cas d'empêchement du Président, sans condition de durée, notamment lié à une incapacité temporaire, la maladie ou tout autre cause, et dûment constaté par le bureau, c'est un autre membre du Conseil d'Administration qui est désigné obligatoirement au sein du collège 1 par le bureau, convoqué par un de ses membres, pour assurer son remplacement temporaire. Le remplacement s'achève dès la fin de l'empêchement.

Si les fonctions exercées sont celles de Trésorier ou secrétaire, en cas d'empêchement sans condition de durée, c'est un autre membre du Conseil d'Administration issu du même collège qui est désigné par le bureau, convoqué par le Président, pour assurer son remplacement temporaire. Le remplacement s'achève dès la fin de l'empêchement.

Situation de vacance d'un membre du bureau

Les dispositions ci-après s'appliquent en cas de vacance d'un ou plusieurs membres du bureau, notamment liée à une démission, une révocation, le décès, la perte de la qualité de membre de l'Association, l'absence non excusée à trois réunions du bureau consécutives, et dûment constatée par le bureau.

Dans ce cas, le bureau pourvoit, provisoirement, au remplacement de ces membres par cooptation.

Leur remplacement définitif intervient lors du prochain Conseil d'Administration qui devra désigner un remplaçant au sein du même collège.

Les mandats des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où doit normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Si la ratification par le Conseil d'Administration n'était pas obtenue, les délibérations prises et les actes accomplis n'en seraient pas moins valides.

Les fonctions de membre du bureau cessent par la perte de la qualité d'administrateur de l'association, ou l'absence non excusée à trois réunions consécutives du bureau.

9.3. Attributions du Bureau

Dans le cadre de la politique générale fixée par le Conseil d'Administration, et sans préjudice des attributions respectives de chacun des ses membres telles que définies ci-avant, le Bureau définit le programme d'action de l'association, fixe les moyens nécessaires et supervise la mise en œuvre de ce programme par l'équipe opérationnelle :

- Il définit la stratégie et plans d'actions associés qu'il propose au Conseil d'Administration ;
- Il donne son agrément aux nouvelles demandes d'adhésions ;
- Il propose au Conseil d'Administration le montant des cotisations ;
- Il valide le budget et les comptes annuels préparé par le Trésorier et les soumet au Conseil d'Administration ;
- Il établit et met à jour le règlement intérieur qu'il soumet au Conseil d'Administration ;
- Il met en place une procédure permettant d'assurer la confidentialité notamment des projets ;
- Il définit la politique d'animation et de communication de l'association ;
- Il définit les outils, commissions, groupes de travail et de réflexion, dont il a besoin pour mener à bien sa mission Il établit un dispositif d'auto évaluation de l'association ;
- Il propose au Conseil d'Administration l'embauche du Directeur Général (salarié) ou la fin de ses fonction et fixe les objectifs, l'organisation et les moyens de l'équipe opérationnelle de permanents salariés.

Il peut donner délégation avec faculté de subdélégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.

ARTICLE 10 – Conseil Stratégique de Projets

10.1. Composition

Le Conseil d'Administration élit un Conseil Stratégique de Projets (ou « CSP ») qui se compose de 18 membres issus des collèges 1 à 3.

Les membres du CSP doivent être majoritairement issus de PME ou avoir une expérience industrielle. Il comprend obligatoirement parmi ses membres des chercheurs et cliniciens.

Les membres sont nommés *intuitu personae* par le Conseil d'Administration selon les modalités ci-après :

- Lorsque la personne nommée exerce son activité au sein d'une personne morale, l'accord préalable de la structure d'origine est requise ;
- A défaut, la personne est nommée au regard de sa qualification.

Le choix des membres devra être motivé par les compétences en tenant compte à la fois des compétences spécifiques des personnes recrutées pour devenir membres du CSP et de la nécessité de composer le CSP avec des personnes ayant des compétences complémentaires pour assurer l'expertise du CSP.

Les critères de compétence requis pour être membres du CSP pourront être précisés dans le règlement intérieur.

Dans la mesure du possible, le choix des membres assure une représentativité équitable des deux régions (Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur) et de l'ensemble du territoire des deux régions.

En cas de vacance dans le Conseil Stratégique de Projets, le Président du CSP nomme un membre à titre intérimaire après avis du Bureau.

Leur remplacement définitif intervient lors du plus proche Conseil d'Administration. Les mandats des membres ainsi désignés prennent fin à l'époque où doit normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Les membres du Conseil Stratégique de Projets sont désignés pour 3 ans et sont rééligibles indéfiniment.

Les membres du Bureau ne peuvent pas être membre du Conseil Stratégique de Projets. Les membres du Conseil Stratégique de Projets peuvent être invités aux réunions de Conseil d'Administration et bureau sans voix délibérative.

Le Conseil Stratégique de Projets élit en son sein la majorité simple :

- Un Président du Conseil Stratégique de Projets qui a pour mission de représenter cet organe, de convoquer et d'organiser les réunions
- Un Secrétaire du Conseil Stratégique de Projets qui assure son bon fonctionnement matériel et administratif

10.2 Réunions

Le Conseil Stratégique de Projets se réunit à l'initiative du Président du CSP ou de la moitié de ses membres autant de fois que nécessaires et à minima 3 fois par an.

Les modalités de convocation sont précisées dans le règlement intérieur.

Il ne peut valablement statuer que si au moins la moitié de ses membres sont présents ou représentés lors de la réunion.

Sont réputés présents, dans les conditions fixées par le règlement intérieur, les membres du Conseil Stratégique de Projets qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification.

Le vote par procuration est autorisé dans la limite de deux procurations par membre du CSP présent.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix, en cas de partage des voix la voix du Président du CSP est prépondérante.

Les experts sélectionnés par le CSP peuvent participer aux réunions portant sur les sujets pour lesquels ils ont été sollicités, sans voix délibérative.

10.3. Attributions

Le Conseil Stratégique de Projets a pour rôle d'assurer l'accompagnement, la labélisation et le suivi des projets ainsi que toute mission d'expertise ou d'accompagnement de projets ou d'entreprises soumis au pôle.

Il a la responsabilité d'assurer la confidentialité des projets et la gestion des conflits d'intérêts.

Il met en place les procédures d'évaluation.

Il présente au Conseil d'administration une évaluation annuelle de l'activité et des résultats du Conseil Stratégique de Projets.

Il a la responsabilité de la sélection des experts externes pour l'étude des dossiers de labélisation.

Il a la responsabilité de sélectionner et décider de la labélisation des projets qui sont soumis à des procédures de labélisation.

Il a la responsabilité de se doter de procédures et d'outils (grilles d'évaluation par exemple), de se structurer en commissions et sous commissions, ceci pour mener à bien sa mission de sélection, d'expertise et de labélisation des projets qui sont soumis au Pôle.

Il doit s'appuyer sur le Bureau et les permanents du Pôle pour leur support en ce qui concerne les projets et les tâches administratives.

ARTICLE 11 – Comité d'Orientation de la filière santé

Au-delà de ses missions vis-à-vis des acteurs de la recherche publique et privée, le pôle a vocation à être un lieu d'échanges, d'élaboration et de coordination des politiques d'innovation en santé.

Dans ce cadre il est doté d'un Comité d'Orientation de la filière santé visant à accueillir l'ensemble des parties prenantes pour définir une ambition collective, mieux coordonner leurs positions, bâtir de nouveaux projets, déployer une vision stratégique sur l'avenir de la filière sur ses territoires.

11.1 Composition

Le Comité d'Orientation de la filière santé réunit l'ensemble des parties prenantes de la filière et notamment des représentants d'entreprises, de chercheurs, des collectivités, des investisseurs, des leaders d'opinion ; membres du pôle ou au-delà.

Il est Présidé par le Président du pôle.

Le Président du Conseil Stratégique de projets est également convié à ce comité.

11.2. Réunions

Le Comité d'Orientation de la filière santé est réuni à minima 1 fois par an à l'initiative du Président.

11.3. Attributions

Ce comité a une mission consultative et vise à proposer une vision long terme de la filière.

Il apporte les éléments structurants qui viennent renforcer, la position et la stratégie du pôle et de l'écosystème santé. Ces propositions sont présentées au Conseil d'administration.

Les dispositions du présent article 11 peuvent être précisées par règlement intérieur.

ARTICLE 12 - Comité des financeurs et des territoires

12.1 Composition

Le Comité des financeurs et des territoires réunit l'ensemble des membres du Collège 4 ainsi que les principaux financeurs privés. Il est présidé par le Président.

Le Président du Conseil Stratégique de projets est également convié à ce comité.

12.2. Réunions

Le Comité des financeurs et des territoires est réuni à minima 1 fois par an à l'initiative du Président, dont une fois au moins avant la tenue du Conseil d'Administration.

12.3. Attributions

Le Comité des financeurs et des territoires a une mission consultative, et notamment :

- Il donne son avis sur les programmes d'action définis et arrêtés par l'association conformément à son objet afin que ces derniers répondent au mieux aux enjeux des territoires du pôle
- Il donne un avis sur les budgets annuels,
- Il peut suivre les indicateurs de performance, d'impact et de satisfaction établis conjointement
- Il entend les rapports d'activités et les rapports financiers

Les dispositions du présent article 12 peuvent être précisées par règlement intérieur.

ARTICLE 13 - Directeur Général et équipe opérationnelle

L'embauche du Directeur Général est proposée par le bureau au Conseil d'Administration.

Placé sous l'autorité du Président, il recrute ses collaborateurs, dirige et anime l'équipe permanente et applique le programme d'action validé par le Bureau, auquel il reporte.

Il établit un rapport pour chaque réunion du Conseil d'Administration, qui retrace les principaux actes ou faits intervenus dans la gestion de l'Association.

Il est associé à la préparation des travaux du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Il assiste aux réunions du Bureau et du Conseil d'Administration avec voix consultative et rend compte du déroulement de sa mission à chacune des réunions de ces instances.

ARTICLE 14 - L'Assemblée Générale

14.1. Composition

L'Assemblée Générale comprend tous les membres de l'Association appartenant à l'un des collèges définis à l'article 6.1.

14.2. Réunions de l'Assemblée Générale

Les décisions collectives des membres sont prises en Assemblée Générale ordinaire ou extraordinaire selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

14.2.1. Dispositions communes

Les Assemblées Générales sont convoquées à l'initiative du Président par délégation du Conseil d'Administration, par tout moyen au moins quinze jours à l'avance.

Elle peut également se réunir à l'initiative de la moitié des membres sur convocation du Président ou, à défaut, de l'un de ses membres.

La convocation contient l'ordre du jour arrêté par le Conseil d'Administration.

Quand les Assemblées Générales sont convoquées à l'initiative d'une fraction de leurs membres, ceux-ci peuvent exiger l'inscription à l'ordre du jour des questions de leur choix.

Le vote à distance ainsi que la possibilité de participer à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication peut être prévu à l'initiative de l'auteur de la convocation, dans des conditions définies par le règlement intérieur, propres à garantir la sincérité du scrutin.

Chaque membre ne peut disposer de plus de quatre pouvoirs. Les pouvoirs devront, pour être pris en compte, être remis au Secrétaire au plus tard avant l'ouverture du premier vote.

Le Président préside l'Assemblée Générale, il est assisté de deux membres qu'il choisit parmi les membres du bureau désigné secrétaire de séance et scrutateur.

Le règlement intérieur élaboré par le Bureau et adopté par le Conseil d'Administration précise et complète notamment les modalités de fonctionnement des Assemblées Générales.

13.2.2. Réunions de l'Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans les six mois de

la clôture de l'exercice social, et chaque fois qu'elle est convoquée par le Président, ou sur demande de la moitié de ses membres.

Elle peut prendre toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts et prend notamment les décisions suivantes :

- Elle entend le rapport moral et le rapport du commissaire aux comptes ;
- Elle approuve les comptes de l'exercice clos, adopte le budget prévisionnel et donne quitus de leur gestion aux administrateurs ;
- Elle procède à l'élection et à la révocation des administrateurs en application des dispositions de l'article 8 ;
- Elle arrête le montant des cotisations annuelles.

Elle ne délibère valablement que si sont présents ou représentés 40 % des membres de l'association, arrondi à l'unité supérieure.

Si sur première convocation ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée, une deuxième fois, réunion qui ne pourra se tenir qu'à l'issue d'un délai de 15 jours après la date initiale de la première réunion. Elle délibère alors sans condition de quorum.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

14.2.3 - Réunions de l'Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à :

- Modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ;
- Décider la dissolution de l'association ;
- Décider de la fusion de l'association.

Elle ne peut délibérer valablement que si elle réunit en personne ou par représentation au moins 60 % des membres arrondi à l'unité supérieure.

Si sur première convocation ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée Générale est convoquée, une deuxième fois, à la réunion qui ne pourra se tenir qu'à l'issue d'un délai de 15 jours après la date initiale de la première réunion. Elle délibère alors sans condition de quorum.

Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire doivent, pour être valables, être prises à la majorité de 60 % des voix des membres présents ou représentés, arrondi à l'unité supérieure.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

L'Assemblée Générale décidant la dissolution de l'Association nomme un ou plusieurs liquidateurs et décide l'affectation de l'actif net, conformément à l'article 9 de la Loi du 17/09/1901 et au décret du 16/08/1901.

ARTICLE 15 - Rémunération des membres du Conseil d'Administration, du Bureau et du Conseil Stratégique de Projets

Les mandats d'administrateur, de membre du bureau et de membre du CSP sont gratuits.

Les frais exposés dans l'exercice de leur mission leur sont remboursés sur pièce justificative dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Le Conseil d'Administration est chargé de veiller à cet aspect, et en répond devant l'Assemblée Générale.

Aucun salarié de l'Association ne peut être membre du Conseil d'Administration, du Bureau et du Conseil Stratégique de Projets.

ARTICLE 16- Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

ARTICLE 17 - Apports

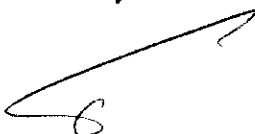
En cas d'apports à l'association de biens meubles ou immeubles, le droit de reprise de l'apporteur s'exerce conformément aux dispositions prévues par les conventions conclues avec l'association valablement représentée par son Président ou toute autre personne désignée à cet effet par le Conseil d'Administration, seul organe compétent pour accepter un apport.

ARTICLE 18 - Règlement Intérieur

Un règlement intérieur est établi par le Bureau qui le fera approuver par le Conseil d'Administration.

Ce règlement intérieur est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Statuts mis à jour par l'assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2019

*Certifié conforme
Par le Président*


AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_082
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association Eurobiomed - Adhésion et Désignation d'un représentant
Matière : 5.3 - Designation de representants
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : dkQX6hi

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_082-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_082
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Association Eurobiomed - AdhÃ©sion et DÃ©signation d'un reprÃ©sentant
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_082-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_082-DE-1-1_2.PDF

N